



Il est essentiel que l'infrastructure et la capacité commerciale soient améliorées en Afrique.

du monde. Il aide également les Africains à mieux défendre leurs propres intérêts lors de la négociation d'accords commerciaux internationaux.

Pour aider à atténuer des problèmes sociaux tels que les pertes de vies provoquées par des maladies comme le VIH/sida, des changements ont été proposés aux lois canadiennes qui permettraient d'exporter des médicaments à faible coût dans les pays les moins avancés. Les modifications à la *Loi sur les brevets* et à la *Loi sur les aliments et drogues*, actuellement à l'étude au Parlement, permettront la fabrication générique de médicaments brevetés et leur exportation afin de répondre aux graves épidémies dans ces pays pauvres.

« Nous ne remettons pas en cause le bien-fondé des droits de propriété intellectuelle, a déclaré en janvier dernier le premier ministre Paul Martin lors du Forum économique mondial de Davos, en Suisse. Mais nous avons aussi une obligation morale à remplir, soit aider, dans la mesure du possible, à soulager ceux qui souffrent. »

Concernant le développement à long terme de l'Afrique, Ibrahim Gambari estime que le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA) et le Mécanisme africain d'examen par les pairs créent « les conditions propices à l'investissement », car ils permettent de suivre le progrès des gouvernements africains vers des processus politiques transparents et une saine gestion de l'économie.

Dans le cadre de ses engagements au titre du NPDA, le gouvernement du Canada instituera le Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique dans lequel il versera 100 millions de dollars. Le Fonds vise à susciter des investissements du même ordre de la part du secteur privé, l'argent devant être injecté dans des entreprises commerciales et des partenariats.

Pour Glen MacGillivray, ce genre d'investissement présente certes des problèmes, mais aussi d'intéressantes possibilités. « Nous parlons ici de marchés extraordinaires et de besoins énormes, dit-il. Nous vivons une époque intéressante. » 🍁

Pour lire des nouvelles récentes concernant le commerce avec l'Afrique, consultez les numéros du 1^{er} et du 15 avril de *CanadExport*, la publication bimensuelle sur l'investissement et le commerce du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Les archives de cette publication contiennent d'autres articles au sujet du commerce avec l'Afrique. Pour accéder à *CanadExport* en direct : www.dfait-maeci.gc.ca/canadexport

Pleins feux sur l'Algérie

Pour la plupart des gens, le couscous est un mets exotique. Or, la prochaine fois que vous en verrez une boîte au supermarché, examinez la liste des ingrédients et le pays d'origine. Il y a fort à parier qu'il s'agira de blé canadien.

Les Algériens aiment beaucoup le couscous, et celui qu'ils consomment provient en grande partie du Canada. En fait, nos échanges commerciaux avec les pays d'Afrique du Nord, et notamment le blé dur qu'ils achètent au Canada chaque année pour produire le couscous, font de l'Algérie le premier partenaire commercial du Canada dans toute la région de l'Afrique et du Moyen-Orient.

Les exportations et importations réciproques du Canada et de l'Algérie ont atteint une valeur de plus de 2,7 milliards de dollars en 2003. Alors que le pétrole et le gaz naturel constituent la presque totalité des importations du Canada en provenance de l'Algérie, les céréales dominent les exportations canadiennes vers ce pays. L'Algérie est un des cinq plus grands marchés extérieurs du blé dur canadien.

Les deux pays entretiennent des relations diplomatiques depuis que l'Algérie a acquis son indépendance, en 1962. Les liens qui les unissent ont perduré durant la récente décennie de turbulence politique ponctuée d'actes de violence terroriste intérieure, dont l'Algérie semble émerger graduellement.

La stabilité revient peu à peu et le gouvernement algérien, avec l'aide du Canada, a entrepris des réformes politiques et économiques en vue de se doter d'une économie de marché plus prospère. Depuis 1964, l'Algérie a reçu 150 millions de dollars en aide du Canada. L'Agence canadienne de développement international, dans le cadre de son fonds de développement du secteur privé, a signé récemment un nouvel accord avec l'Algérie pour soutenir ses programmes de réforme économique.

L'engagement politique de l'Algérie dans le monde s'accroît. Représentant actuellement les pays arabes au Conseil de sécurité des Nations Unies, l'Algérie appuie diverses initiatives internationales menées par le Canada. C'est ainsi qu'elle a signé et ratifié la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel et participé à la Conférence de Winnipeg sur les enfants touchés par la guerre. Quant au président Abdelaziz Bouteflika, c'est un fervent champion du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

Pour plus de renseignements sur le commerce avec l'Algérie, consultez le site Web du Service des délégués commerciaux à www.infoexport.gc.ca et cherchez la section portant sur l'Algérie.

